

l'an deux mil vingt -quatre
le vingt-trois janvier à vingt-et-une heures
LE CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique
ordinaire, en mairie de Cernay-la-Ville,
Sous la présidence de Madame Claire CHERET, Maire

Etaient présents : Mmes et MM. BONY, BOUSSIOUS, CHARIERAS, CHERET,
COSTEDOAT, DIOP, FLOHIC, FOUILLOT, GIBAUD-AZIZA, LAMIRAL,
MILON, MUNIER, PASSET, SANTINHO

Date de convocation
18 JANVIER 2024

formant la majorité des membres en exercice.

Pouvoirs : M. CZEPCZAK a donné procuration à M. BONY
M. EVEN a donné procuration à Mme GIBAUD-AZIZA
Mme GILLMANN a donné procuration à Mme MILON
Mme LE MOING a donné procuration à M. FOUILLOT
Mme RANCE a donné procuration à M. LAMIRAL

**Date d'affichage
de la convocation**
18 JANVIER 2024

**Date de publication
de la délibération**
1^{er} FEVRIER 2024

Absent : ./.

M. DIOP a été élu secrétaire

Nombre de conseillers 19

Présents 14

Votants 19

OBJET : Motion relative à la baisse des ressources financières du Département des Yvelines

Notre département est le partenaire incontournable des 259 communes yvelinoises, au travers de ses compétences propres (routes, collèges, action sociale), mais aussi des subventions d'investissement qu'il accorde chaque année afin de maintenir la qualité de nos équipements et des espaces publics (30 M€ par an) ; d'entretenir nos voiries (9 M€ par an), de soutenir nos efforts de construction de logement (14 M€ par an). Au total, ces subventions départementales – parmi les plus importantes de France – sont décisives car elles permettent dans un même mouvement d'augmenter la qualité de nos projets tout en limitant notre endettement.

Or le département des Yvelines, plus fortement encore que le reste du territoire national, et à l'instar des départements franciliens, traverse des difficultés financières d'une ampleur inédite. Le retournement brutal et majeur du marché de l'immobilier (impactant les ressources prélevées sur les droits de mutation à titre onéreux – DMTO) et le ralentissement de la croissance française vont entraîner, pour 2023, une perte de près de 140 millions d'euros pour les finances départementales des Yvelines, sans grand espoir que la situation ne s'améliore en 2024.

Au-delà de ce choc conjoncturel, c'est le modèle économique même des départements qui est remis en cause : depuis 2015, l'Etat n'a cessé de lui imposer des dépenses obligatoires nouvelles (accueil des mineurs étrangers, financement du Ségur de la santé, revalorisation du point d'indice de la fonction publique...), ce sans compensation financière adéquate. En parallèle, il a privé le département depuis 2020 de toute capacité fiscale : ses ressources sont désormais, à l'exception des DMTO, totalement décorrélées des réalités économiques de nos territoires.

Les difficultés financières actuelles peuvent avoir un effet boule de neige majeur sur les aides apportées à nos communes et porter préjudice tant aux Yvelinois dans leur vie quotidienne (éducation, transport, santé, environnement...) qu'au tissu économique local – et, *in fine*, à notre territoire tout entier.

En conséquence, et face à cette situation, à l'unanimité,

Mis en ligne le 01/02/2024 à 10h53

REÇU EN PREFECTURE

le 01/02/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-078-217801281-20240123-DCM2024_007

LE CONSEIL MUNICIPAL de CERNAY-LA-VILLE demande à l'Etat :

- à court terme, de prendre des mesures de compensation financière immédiate pour faire face à la chute brutale des droits de mutation à titre onéreux afin de permettre au Département de poursuivre ses politiques de soutien aux communes et aux Yvelinois ;
- à moyen terme, de garantir une forme d'autonomie financière aux conseils départementaux pour leur permettre de conduire les politiques publiques pour lesquelles ils ont été élus et ainsi de conforter nos principes démocratiques ;
- d'opérer le transfert de ressources financières nécessaires pour conduire toutes les actions ou politiques qui seraient imposées aux départements.

Par ailleurs, **le CONSEIL MUNICIPAL de CERNAY-LA-VILLE :**

- Affirme que le couple Département – Commune, les deux plus anciennes collectivités de France, est uni par un lien historique qui forme le ciment de l'organisation territoriale de la République, favorisant l'égal accès aux services publics du quotidien ;
- Réaffirme le principe constitutionnel de la libre administration des collectivités territoriales qui ne saurait exister en pratique sans une forme de liberté d'ajuster ses ressources financières en fonction des conjonctures et en toute responsabilité ;
- Demande que l'Etat, garant de l'unité de notre pays, s'engage dans un chantier de décentralisation afin de restaurer l'autonomie pleine et entière des collectivités locales.

Pour extrait conforme
Cernay-la-Ville, le 1^{er} février 2024

La Maire
Claire CHERET



Le secrétaire de séance
Massamba DIOP